COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL

L'ordre du jour du CTL du 11 février 2019 était consacré à l'exécution budgétaire 2018 et aux prévisions pour 2019 (sans observation de notre part) et à la modification des horaires de la trésorerie de ST Etienne Banlieue et Amendes qui n'ouvrira désormais au public que les matins à compter du 18 février 2019. Ceci fait suite à une demande des agents afin de travailler dans des conditions plus optimales.

Nous attendions surtout de cette réunion que M Cester nous dévoile son projet de géographie revisitée puisque la Direction Générale a demandé aux DDFIP de proposer une nouvelle cartographie de leurs services selon un calendrier très resserré : renvoi du projet mi-février, validation par Bercy pour mi-mars avant diffusion aux élus et aux organisations syndicales. Afin d'éviter que le projet fuite, il est préparé en secret (dans la Loire par un comité restreint de 4 personnes !). Ce dispositif doit permettre d'atteindre un volume de suppression d'emploi arrêté désormais pour 3 ans.

M Cester nous a précisé :
- ignorer le nombre d'emplois supprimés jusqu'en 2022 tant en national qu'au niveau local
- ne pas avoir arrêté son projet de réorganisation des services ligériens et donc ne pas respecter les délais sus-mentionnés.

Faut-il le croire alors que le DDFIP de la Vendée a annoncé la suppression de 14 000 emplois au niveau national soit environ 13 % des effectifs ? Dans ce département, le DDFIP a proposé à la DG la fermeture de la totalité des Trésoreries SPL par création de 3 agences comptables pour les plus grosses collectivités territoriales et l'implantation de 3 back-offices pour traiter du recouvrement des recettes et le paiement des dépenses SPL. Le conseil aux collectivités serait assuré par des chargés de mission. L'accueil des usagers se ferait dans des Maisons de Services Aux Publics, dans de simples permanences en mairie via parfois la visioconférence voire dans des « bus DGFIP ». Il projette la fusion de SIP et de SIE.

Que doit-on attendre au niveau ligérien ?
Les questions de vos élus se sont heurtées au silence de la Direction. M Cester nous a toutefois apporté quelques précisions :
- acquisition éventuelle d'un camping-car (prix annoncé : 60 000€) afin d'assurer une présence de nos services en milieu rural
- implantation de points de contacts sur des petites communes (il semblerait qu'il ait déjà pris l'attache de certains élus)
- développement des Maisons de Services Au Public (7 à 8 dans la Loire)
- pas d'agence comptable pour l'instant
- réflexion en cours sur la création de back-offices SPL
- pas de transfert de services du chef-lieu vers d'autres communes comme le préconise la DG en raison de la situation économique difficile de Saint-Étienne. Il en sera de même pour les implantations des vallées du Gier et de l'Ondaine où des structures devraient être pérennisées. Par contre, il semble qu'une réflexion soit menée sur le devenir du SIP Sud dont les locaux au 1er étage sont inadaptés à l'accueil du public.

- statu quo pour l'instant pour le SPF de Roanne et pour le contrôle fiscal au niveau départemental
- il s'est dit peu favorable à la création de grands SIP et SIE de 50 ETP comme l'appelle pourtant de ses vœux la DG.
- en raison d'une pyramide des âges très favorable et du transfert de 5 000 ETP dans des agences comptables (300 à 500 agences comptables seraient créées au niveau national), les sureffectifs liés à ces restructurations seraient absorbables sans trop de difficultés.

Au final, nous n'avons eu aucune information précise. Le flou entretenu tant au niveau national que local est anxiogène et ne présage rien de bon. La culture du secret ne fait qu'alimenter le fantasme. Cacher la réalité ne sert à rien, cela risque de rendre encore plus explosif la situation au printemps !! Notre ministre confond précipitation et efficacité et ferait bien d'attendre les conclusions du grand débat public avant de mettre à sac notre réseau. Il oublie de prendre en compte le facteur humain : sans l'adhésion des personnels, aucune réforme ne pourra réussir !
Un véritable plan social s'annonce et nous devons réagir à cette réforme sans précédent.